

**1.01 NORMES MINIMALES**

- .1 Les matériaux doivent être neufs et leur mise en œuvre conforme aux normes minimales applicables de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), de l'Association canadienne de normalisation (CSA), du Code national du bâtiment - Canada 2010 (CNB) et de tous les codes provinciaux et municipaux applicables. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.

**1.02 TAXES**

- .1 Payer toutes les taxes prévues par la loi, y compris les taxes fédérales, provinciales et municipales.

**1.03 REDEVANCES, PERMIS ET CERTIFICATS**

- .1 Payer toutes les redevances et obtenir tous les permis nécessaires. Fournir les plans et les renseignements nécessaires aux services d'inspection pour obtenir les certificats d'acceptation. Présenter des certificats d'inspection comme preuve que le travail est conforme aux exigences des autorités compétentes.

**1.04 MESURES DE SECURITE-INCENDIE**

- .1 Se conformer au Code national du bâtiment du Canada 2010 (CNB) pour ce qui touche la sécurité incendie sur les chantiers de construction, et au Code national de prévention des incendies 2010 (CNPI) pour ce qui touche la prévention des incendies, la lutte contre les incendies et à la protection des personnes dans les bâtiments occupés.
- .2 Soudage et découpage :
  - .1 Avant d'entreprendre des travaux de soudage, brasage, meulage et/ou découpage, obtenir un permis auprès du Service de prévention des incendies, selon les indications de LE Représentant du Ministère. Entreposer les liquides inflammables dans des contenants approuvés par la CSA et ayant fait l'objet d'une inspection par le Service de prévention des incendies. Aucun appareil à flamme nue ne peut être utilisé sans l'autorisation du Service de prévention des incendies.
  - .2 Au moins 48 avant le début des travaux de découpage, soudage ou brasage, fournir au Représentant du Ministère :
    - .1 un avis d'intention indiquant les dispositifs touchés, le moment et la durée de l'isolation ou de la dérivation.
    - .2 remettre le permis de soudage au Représentant du Ministère dès l'achèvement des travaux pour lesquels celui-ci avait été délivré.
  - .3 Tous les travaux de découpage ou de soudage exécutés à moins de 10m de matériaux combustibles susceptibles d'être enflammés par radiation ou par conduction doivent être exécutés en présence d'un agent de sécurité incendie, tel que défini dans la norme CIC 302.

**1.05 CONTROLE DE QUALITE SUR LE TERRAIN**

- .1 Faire exécuter les travaux par des ouvriers ou des apprentis qualifiés et accrédités conformément à la loi provinciale concernant la formation professionnelle et la qualification de la main d'œuvre.

- .2 Permettre aux employés inscrits au programme d'apprentissage provincial d'exécuter certaines tâches seulement sous la supervision directe d'un ouvrier qualifié et accrédité.
- .3 Déterminer les activités et les tâches permises aux apprentis d'après le niveau de formation reçu et la capacité démontrée d'exécuter certaines fonctions.

#### **1.06 SERVICES D'UTILITES TEMPORAIRES**

- .1 L'Entrepreneur peut utiliser sans frais les services pour l'exécution des travaux. Il doit s'assurer que leur capacité est suffisante avant d'imposer des charges supplémentaires, et assumer les frais et l'entière responsabilité du branchement et du débranchement.
- .2 Prévenir le Représentant du Ministère et les entreprises de services publics des interruptions de service prévues, et obtenir les autorisations nécessaires.
- .3 Donner au Représentant du Ministère un avis de 10 jours ouvrables pour chaque interruption d'un service mécanique ou électrique pendant le déroulement des travaux. Maintenir la durée de ces coupures au minimum. Toutes les coupures doivent avoir lieu après les heures normales de travail des occupants.

#### **1.07 MATERIAUX A ENLEVER**

- .1 Sauf prescription contraire, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'Entrepreneur, qui doit les évacuer du chantier.

#### **1.08 MESURES DE PROTECTION**

- .1 Protéger les ouvrages finis de tout dommage jusqu'à la prise de possession.
- .2 Protéger les ouvrages avoisinants de la poussière et des saletés, lesquelles doivent être circonscrites au secteur des travaux.
- .3 Protéger le personnel et les autres utilisateurs du chantier de tout danger.

#### **1.09 OCCUPATION DU PROPRIÉTAIRE**

- .1 Le Propriétaire occupera les lieux pendant la totalité de la période de construction pour l'exécution des opérations normal.
- .2 Coopérer avec le Propriétaire dans l'ordonnancement des opérations afin de minimiser les conflits et de faciliter l'usage par le Propriétaire.

#### **1.10 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS**

- .1 Exécuter les travaux en dérangeant ou en perturbant le moins possible l'exploitation normale des lieux. Prendre des dispositions avec le Représentant du Ministère pour faciliter l'exécution des travaux demandés. Se reporter à l'article Calendrier des travaux, ci-dessous pour les travaux qui doivent être exécutés en dehors des heures normales. Effectuer les travaux à partir de l'extérieur à l'exception des travaux suivants qui peuvent être effectué à partir de l'intérieur :
  - .1 L'installation et l'enlèvement des protections temporaires et des fermetures conformément à la Section 01 56 00 – Ouvrages d'accès et de protection temporaires.
  - .2 L'enlèvement et la réinstallation des châssis de fenêtres et des composantes connexes pour le transport à une installation hors site pour les travaux d'atelier.

- .3 Les travaux de restauration sur place où l'approche du panier de l'appareil de levage limite l'accès nommément aux lucarnes de la toiture et sur les façades de la tour.
- .2 Maintenir les services existants du bâtiment et aménager les accès nécessaires pour les personnes et les véhicules.
- .3 Si la sécurité se trouve réduite par l'exécution des travaux, prévoir des moyens temporaires pour en assurer le maintien.
- .4 L'Entrepreneur peut utiliser, à la discrétion du Représentant du Ministère, les ascenseurs sur place; il doit toutefois protéger ces installations de tout dommage et éviter de les surcharger.
- .5 Des installations sanitaires seront assignées aux ouvriers de l'Entrepreneur. Les autres leur sont interdites. Maintenir la propreté des lieux.
- .6 Fermetures : protéger temporairement les ouvrages, jusqu'à la mise en place de fermetures permanentes.

#### **1.11 DECOUPAGE, RAGREAGE ET REMISE EN ETAT**

- .1 Découper au besoin les surfaces existantes pour faire place au nouvel ouvrage.
- .2 Enlever tous les éléments expressément indiqués ou prescrits.
- .3 Ragréer et remettre en état les surfaces coupées, endommagées ou défaites, à la satisfaction du Représentant du Ministère. Le matériau, la couleur, la texture et le fini doivent s'harmoniser à ceux des ouvrages existants.

#### **1.12 INSPECTION PRELIMINAIRE**

- .1 Inspecter le chantier et examiner les conditions susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux afin de bien se familiariser et de connaître les conditions existantes du chantier.
- .2 Fournir les photographies des propriétés avoisinantes, des ouvrages ou des structures susceptibles d'être endommagés ou de faire l'objet de réclamations.
- .3 Documentation photographique: pour les photos des conditions existantes, lorsque l'espace de travail intérieur n'est pas séparé par des fermetures ou par des écrans pare-poussière.
  - .1 Les recouvrements de fenêtre seront tirés et les effets personnels retirés par d'autres.
  - .2 Donner un préavis de 48 heures au Représentant du ministère pour la prise de la documentation photographique.
  - .3 Choisir des points de vue intérieurs et extérieurs de manière à ce que les effets personnels n'y apparaissent pas.
  - .4 Avant leur émission, permettre au Représentant du ministère d'avoir accès aux photos pour revue sur place tel que requis.

#### **1.13 PANNEAUX INDICATEURS**

- .1 Fournir des panneaux indicateurs d'usage courant : contrôle de la circulation, renseignements et instructions, utilisation du matériel, dispositifs affectés à la sécurité du public, etc., rédigés dans les deux langues officielles ou présentés sous forme de

symboles graphiques facilement compréhensibles et approuvés par le Représentant du Ministère.

- .2 Toute publicité est interdite dans le cadre du présent projet.

#### **1.14 ACCES ET EVACUATION DU CHANTIER**

- .1 Concevoir, construire et entretenir des moyens d'accès et d'évacuation au chantier, notamment des escaliers, rampes ou échelles indépendants des ouvrages finis et conformes aux règlements municipaux, provinciaux et autres.
- .2 Demeurer dans les limites accès aux travaux et des routes d'évacuation. Revoir les routes proposées avec le Représentant du Ministère.

#### **1.15 GESTION DES DECHETS**

- .1 Se conformer aux Règlements de l'Ontario 102/94 et 103/94, pris en vertu de la Loi sur la protection de l'environnement, concernant l'application d'un programme de gestion des déchets sur les chantiers de construction et de démolition.
- .2 Effectuer un "audit des déchets" pour déterminer le type de déchets qui seront générés au cours des travaux de construction ou de démolition, rédiger un "plan de réduction des déchets" et mettre en application un processus visant à réduire, réutiliser et recycler la plus grande quantité possible de matériaux de rebut.
- .3 Élaborer un "programme de tri des matériaux à la source" destiné à faciliter le démontage et la récupération ordonnés des matériaux ci-après destinés à être déviés du flux de déchets général et à être éliminés selon une méthode plus écologique :
  - .1 carton ondulé;
  - .2 acier;
  - .3 bois (à l'exception du bois traité ou lamellé).
- .4 Soumettre un dossier complet portant sur tous les matériaux évacués du chantier et destinés à être soit "éliminés selon une méthode écologique", soit "acheminés vers le flux de déchets général", et contenant les indications ci-après :
  - .1 date et heure de l'enlèvement;
  - .2 description des matériaux et de la quantité enlevée;
  - .3 une preuve que ces matériaux ont bel et bien été reçus à un site approuvé de traitement de déchets ou à un site certifié d'élimination de déchets, selon les exigences.

#### **1.16 GARANTIES**

- .1 Avant l'achèvement des travaux, recueillir toutes les garanties du fabricant et les remettre au Représentant du Ministère.

#### **1.17 NETTOYAGE**

- .1 Nettoyer le secteur des travaux à mesure que progressent les travaux. A la fin de chaque période de travail, ou plus souvent si le Représentant du Ministère le juge à propos, enlever les rebuts du chantier, ranger soigneusement les matériaux à utiliser et faire le nettoyage des lieux.
- .2 Une fois les travaux terminés, enlever les dispositifs temporaires de protection et matériaux de surplus. Réparer les déficiences constatées à ce stade.

- .3 Laver et astiquer : vitres, carreaux de céramique, surfaces d'aluminium, chrome, acier inoxydable, émail au four ou vitreux, stratifiés de plastique et autres surfaces de plastique, planchers, quincaillerie et accessoires de salle de bain. Nettoyer les articles fabriqués conformément aux instructions du fabricant.
- .4 Nettoyer les zones visées par le contrat pour les remettre dans un état au moins égal à celui qui existait auparavant et ce, à la satisfaction du Représentant du Ministère.

#### **1.18 AUTORISATION DE SECURITE**

- .1 Tout le personnel employé dans le cadre du présent projet doit être soumis à une vérification de sécurité. L'Entrepreneur doit obtenir l'autorisation Accès aux emplacements exigée pour chaque personne appelée à se trouver sur les lieux des travaux.
- .2 Le personnel fera l'objet d'un contrôle sécuritaire quotidien d'arrivée et de départ. Un laissez-passer sera remis à chaque personne au début de chaque quart de travail, lequel devra être porté en tout temps et remis à la fin du quart de travail.

#### **1.19 ESCORTE DE SECURITE**

- .1 Tout le personnel employé dans le cadre du présent projet doit être escorté lorsqu'il effectue des travaux dans des zones interdites au public. Noter que les aires publiques incluent les types de locaux suivants :
  - .1 Corridors
  - .2 Foyers
  - .3 Escaliers
  - .4 Toilettes du bâtiment
  - .5 Locaux aux étages 10 à 15.
- .2 Soumettre au Représentant du Ministère une demande d'escorte au moins 14 jours avant la date à laquelle l'escorte est requise. Si la demande est soumise dans le délai susmentionné, le Représentant du Ministère assumera les coûts de l'escorte. Les frais encourus pour toute demande tardive d'une escorte seront imputés à l'Entrepreneur.
- .3 Toute demande d'escorte peut être annulée sans frais si l'avis d'annulation est donné au moins 24 heures avant l'heure à laquelle l'escorte est prévue. Les frais encourus pour toute annulation tardive d'une escorte seront imputés à l'Entrepreneur.
- .4 Les coûts de l'escorte seront calculés au tarif horaire moyen d'un agent de sécurité à raison d'au moins huit heures par jour pour une demande tardive d'escorte et de quatre heures pour une annulation tardive.

#### **1.20 INTERDICTIONS DE FUMER**

- .1 Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'édifice. Respecter les interdictions de fumer dans les limites de la propriété de l'édifice.

#### **1.21 LABORATOIRES D'ESSAI**

- .1 Sauf avis contraire, le Représentant du Ministère retiendra les services d'un laboratoire d'inspections et d'essais et il en assumera les coûts.

- .2 Prévoir des aires de travail sécuritaires et aider aux essais en fournissant du matériel, des matériaux ou divers services, ou en assurant la coordination des activités, selon les exigences de l'organisme d'essai ou les directives du Représentant du Ministère.
- .3 Lorsque les essais révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du devis, l'Entrepreneur doit assumer les frais des essais initiaux et de tous les essais supplémentaires nécessaires pour vérifier l'acceptabilité des corrections apportées.

## 1.22 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Lors de l'adjudication du contrat, présenter un calendrier des travaux sous forme de graphiques à barres, précisant les étapes prévues d'avancement des travaux, jusqu'à l'achèvement conformément à la Section 01 32 16.06 – Ordonnancement des travaux - méthode du chemin critique. Une fois ce calendrier revu et approuvé par le Représentant du Ministère, prendre les mesures nécessaires pour terminer les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux sans en prévenir le Représentant du Ministère.
  - .1 Prévoir six (6) arrêts de travaux non-prévus, par le Représentant du Ministère, chacun d'une durée de 48 heures.
  - .2 Fournir un calendrier séparé de la livraison des matériaux et matériels, indiquant la quantité et le type.
  - .3 Fournir un calendrier séparé échelonné sur 2 semaines, basé sur le calendrier d'exécution, afin de montrer l'avancement des travaux. Soumettre la mise à jour de l'échéancier échelonné sur 2 semaines, au deux semaines, 48 heures avant la réunion d'avancement de projet.
- .2 Effectuer les travaux durant les "heures normales" du lundi au vendredi entre 7h et 18h.
- .3 Effectuer les travaux intérieurs dans les locaux de la cafétéria pendant les "heures normales" durant les congés de la Chambre de communes.
- .4 Effectuer les travaux intérieurs, jusqu'à et incluant le 9e étage, et les travaux dérangeant "en dehors des heures normales". Bien aérer les aires qui ont été peinturées "en dehors des heures normales".
  - .1 Session de la Chambre de communes
    - .1 En dehors des heures normales : lundi au vendredi entre 21h et 6h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.
      - .1 Lors des séances tardives, les travaux ne peuvent pas commencer qu'une (1) heure après l'ajournement de la Chambre.
  - .2 Congés de la Chambre de communes
    - .1 En dehors des heures normales : lundi au vendredi entre 18h et 6h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.
- .5 Effectuer les travaux dérangeant suivants "en dehors des heures normales" :
  - .1 Travaux générant du bruit excessive tel sciage et forage;
  - .2 Travaux émettant des odeurs.
- .6 Fournir au Représentant du Ministère 10 jours ouvrables de préavis pour les travaux à exécuter "en dehors des heures normales".

- .7 L'utilisation du quai de chargement pour les livraisons et la cueillette de matériaux et matériel sera possible "en dehors des heures normales" du lundi au vendredi de 16h00 à 6h00, ainsi que les samedis, dimanches et les jours fériés.
- .8 Donner un préavis de 48 heures au Représentant du ministère pour la livraison et la cueillette de matériaux et matériel.

**1.23 VENTILATION DES COUTS**

- .1 Avant de soumettre une première demande de versement d'acompte, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat, indiquant également le prix global du contrat, selon les directives du Représentant du Ministère. Une fois approuvée par le Représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

**1.24 PRIORITÉ**

- .1 Dans le cas de travaux exécutés pour le gouvernement fédéral, les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du devis de projet.

**PART 2 PRODUITS****2.01 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**PART 3 EXECUTION****3.01 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE SECTION**